



**HAL**  
open science

# Comment la politique vient aux pompiers ou pourquoi il ne faut pas être (trop) légitimiste en sociologie politique ?

Romain Pudal

## ► To cite this version:

Romain Pudal. Comment la politique vient aux pompiers ou pourquoi il ne faut pas être (trop) légitimiste en sociologie politique?. Les mondes ouvriers : figures de (dé)mobilisations, Presses universitaires du Septentrion Presses universitaires du Septentrion, 2022. hal-03780267

**HAL Id: hal-03780267**

**<https://hal.science/hal-03780267>**

Submitted on 22 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Comment la politique vient aux pompiers ou pourquoi il ne faut pas être (trop) légitimiste en sociologie politique ?

Romain Pudal |

## Introduction

Sur les questions politiques comme culturelles, nombre d'analyses mettent l'accent sur les multiples effets de dépossession qui touchent les classes populaires : l'absence de capital culturel dont le faible niveau d'études est un indicateur fort induit *nécessairement et mécaniquement* une incapacité à accéder aux productions de qualité (à la « grande » culture) ou celle de participer pleinement et en toute connaissance de causes aux débats politiques. Depuis l'ouvrage majeur de Grignon et Passeron sur les deux écueils majeurs touchant l'analyse des cultures populaires<sup>1</sup> – populisme et misérabilisme – les débats n'ont cessé concernant ce qu'il est dorénavant convenu d'appeler un point de vue légitimiste en sociologie ou science politique, à savoir l'adhésion à l'idée que seule une compétence politique, si possible certifiée scolairement ou par un savoir militant, est à même d'alimenter l'intérêt et la connaissance réelle d'enjeux politiques. Dans cette approche, le sociologue ou le politiste circonscrit la compétence politique à des connaissances sur les aspects les plus institutionnels de la politique – partis, votes, assemblées, programmes politiques... Il peut donc lui arriver de passer à côté (ou de tenir pour négligeables) d'autres formes d'appréhension ou d'intérêt pour la politique, d'autres types de connaissances, ce qui conduit alors à formuler à leur encontre la critique de légitimisme, soit l'intérêt exclusif pour ce qu'il y a de plus légitime dans l'activité politique<sup>2</sup>.

Cette contribution vise donc à appréhender les modalités spécifiques selon lesquelles la politique vient aux pompiers (de terrain) qui sont dans leur immense majorité issus de milieux ouvriers et appartiennent aux catégories C de la fonction publique lorsqu'ils sont professionnels c'est-à-dire qu'ils relèvent de professions manuelles ; pour le dire autrement, je me demanderai comment ceux-ci en viennent à s'emparer et débattre de questions politiques. Ce faisant, je tenterai en quelque sorte de donner consistance à cette remarque de P. Bourdieu particulièrement suggestive : « *Je prends un exemple très précis, dans le domaine des interviews d'ouvriers à propos de la politique, domaine où*

---

<sup>1</sup> Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire*, Paris, Seuil, 1989, 368 p.

<sup>2</sup> Les débats sur ces questions sont nombreux depuis la publication de *La Distinction* de Bourdieu notamment, de l'ouvrage de Grignon et Passeron, *Le savant et le populaire*, ou encore de celui de Gaxie, *Le Cens caché*, Pour un tour d'horizon de certaines questions liées à cette notion voir <https://revue.biens-symboliques.net/75>.

sont nées mes réflexions. J'ai été frappé dans ces interviews de me heurter au fait que les mêmes interlocuteurs qui, en situation amicale, naturelle, de bavardage, faisaient des analyses politiques très compliquées des rapports entre la direction et les ouvriers, les syndicats et les sections locales, étaient complètement désarmés, n'avaient pratiquement plus rien à dire que des banalités dès que je leur posais un certain type de questions qui sont précisément celles que l'on pose dans les enquêtes d'opinion<sup>3</sup> ».

Au premier abord, on pourrait résumer la situation dans une caserne de pompiers en disant que la politique n'y est pas la bienvenue : l'impératif de cohésion propre au groupe, la nécessité d'éviter les tensions dans un collectif masculin et même viril de jeunes hommes (pour l'essentiel) qui vont vivre ensemble 24 heures durant et devront se faire confiance et s'entraider en intervention, l'impératif de neutralité tant du fonctionnaire de ce service public que du pompier marqué par l'éthique du métier résumée dans le triptyque – altruisme, efficacité, discrétion – tout devrait concourir en un sens à évacuer la politique des casernes. Une enquête rapide, superficielle, révélerait en outre un sentiment d'illégitimité relativement présent en lien avec des compétences scolaires « déficientes » et n'autorisant pas nécessairement à parler avec autorité ou assurance de ces questions<sup>4</sup>. Au chercheur pressé, nombre de pompiers répondraient sans doute fréquemment par des opinions stéréotypées formulées dans des réponses convenues du type « tous pourris, tous pareils, tous vendus, carriéristes, menteurs, beaux parleurs, etc. ».

Il n'est pas question de tordre le bâton dans l'autre sens et de faire des pompiers des spécialistes cachés et méconnus des questions politiques ; ils ne sont pas des experts, pas plus sans doute que la majorité de la population française en réalité. En revanche à partir de cette question, il s'agit de montrer les apports de l'ethnographie politique<sup>5</sup> qui permet de mettre sérieusement en doute les tenants d'une approche par trop légitimiste<sup>6</sup> sur ces questions : on n'en finirait pas de décompter les

---

<sup>3</sup> Pierre Bourdieu, Intervention au congrès de l'Association française des enseignants de français, Limoges, 30 octobre 1977, repris dans Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, Paris, 2002, 288 p.

<sup>4</sup> Phénomène bien connu relevant du « cens caché », notion désormais classique forgée par Daniel Gaxie, qui met l'accent sur l'inégale capacité des acteurs à s'emparer des questions politiques en fonction de leur capital culturel différencié, lui-même largement déterminé par leur niveau scolaire.

<sup>5</sup> Voir les activités du Groupe de projet Ethnopol de l'AFSP : <http://www.afsp.info/gp/ethnopol.html>.

<sup>6</sup> Je ne réifie pas cette notion de légitimisme dont je sais à quel point elle peut être utilisée à des fins polémiques ou disqualifiantes pour la sociologie de Bourdieu, ce qui n'est pas le propos ici. J'adhère notamment aux analyses de Patrick Champagne et Olivier Christin, (Patrick Champagne et Olivier Christin, *Pierre Bourdieu, Mouvements d'une pensée*, Paris, Bordas, 2004, p. 104.) Et je rappelle avec Claude Grignon et Jean-Claude Passeron que « l'oscillation entre les deux manières de décrire une culture populaire, s'observe dans la même œuvre, chez le même auteur, parce qu'elle habite toute sociologie [...] de la vie populaire » (*Le Savant et le populaire*, p. 37).

articles et les analyses qui font de l'indifférence, de l'incompétence, du désintérêt, au mieux de l'attention oblique ou distanciée, les clés interprétatives du rapport à la politique des classes populaires – auxquelles appartiennent la plupart des pompiers de terrain que j'ai côtoyés pendant près de 15 ans –. Mais c'est là à mon avis faire en partie fausse route et aller peut-être un peu trop vite en besogne, comme l'indique Bourdieu justement. La présence prolongée, quotidienne, banale, en situation d'égalité ou presque qu'autorise le travail ethnographique donne en effet une tout autre vision des choses. À bien y regarder, et surtout à écouter attentivement tout ce qui se dit et s'échange à propos de questions en réalité éminemment politiques (immigration, école, impôts, aides de l'État, services publics, chômage, guerres...) mais apparemment déconnectées de la politique au sens institutionnel strict, on se rend alors compte que ces questions sont en réalité constamment abordées, débattues, mais par des chemins de traverse ou « sans en avoir l'air<sup>7</sup> » parfois. Elles ne seront pas discutées frontalement, directement, sérieusement, en tout cas la plupart du temps, mais elles surgissent constamment au détour d'une intervention, devant le journal télévisé, à la pause-café, lorsqu'un proche perd son boulot ou que son enfant se trouve en difficulté scolaire<sup>8</sup>.

C'est ainsi la partition entre politisation « au sens restrictif désignant l'intérêt pour la politique sous sa forme spécialisée institutionnelle » et politisation « au sens élargi » désignant « des intérêts, des attitudes et des pratiques sans lien avec cet espace institutionnel<sup>9</sup> » que nous reprendrons à notre compte.

On l'aura compris, cette ethnographie politique semble riche d'enseignements : c'est une méthode assurément incontournable pour certains milieux sociaux mais nous en apprendrions, à n'en pas douter, beaucoup sur les valeurs et les conceptions notamment politiques de milieux sociaux plus aisés, plus diplômés et donc en un sens plus compétents en ces matières si nous cessions de les

---

<sup>7</sup> Laurent Le Gall, Michel Offerlé et François Ploux (dir.), *La politique sans en avoir l'air, Aspects de la politique informelle, XIXe-XXI<sup>e</sup> siècle*, Rennes, PUR, 2012, 416 p.

<sup>8</sup> Elles peuvent aussi survenir à des moments plus inattendus, par exemple lors d'une prétendue panne de chauffage à la caserne en plein hiver tandis qu'il fonctionnait à l'État-Major juste à côté. Renseignements pris, il s'agissait d'un moyen de faire des économies ; considérant que les « gars de la caserne » sont jeunes, font du sport et partent en intervention alors que les « gens des bureaux » y travaillent toute la journée et doivent donc être en situation plus confortable, on pouvait mettre du chauffage dans les bureaux et pas au centre de secours. Cette situation provoqua un mini tollé et conduisit à la rébellion des « gars du centre de secours » qui refusèrent de travailler, manœuvrer, etc. jusqu'à ce que le chauffage soit remis en service. Pendant ces quelques jours, les commentaires sur les inégalités de conditions et les injustices alimentèrent les discussions. Pour un exemple filmique, voir Oliver Stone, *Platoon*, la fameuse discussion avec Taylor pendant la corvée de latrines.

<sup>9</sup> Voir Myriam Ait-Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, n° 50, 2011, p. 11.

interroger dans l'exercice qu'ils maîtrisent le mieux : l'expression raisonnée d'une opinion presque toujours raisonnable<sup>10</sup>. Je me suis donc inspiré de travaux qui relèvent peu ou prou de ce qu'on peut appeler une micro-sociologie des pratiques et opinions politiques (je pense à J.-Y. Dormagen ou C. Braconnier<sup>11</sup> qui développe une « *sociologie écologique du vote* » par exemple), mais aussi de l'ethnographie politique américaine selon K. Cramer Walsch, ou A. Norton<sup>12</sup> qui invitent à s'intéresser aux rapports ordinaires à la politique de citoyens américains en entrant de plain-pied dans leur monde quotidien, car, selon ces politistes américaines, connaître mieux le comportement des gens en temps ordinaire en apprend sur leur comportement politique en général comme sur leur comportement politique en certaines occasions particulières, telles des élections, etc.<sup>13</sup> Il y a souvent chez les pompiers un rapport indiciaire au politique (être attentif aux habits, attitudes, lieux de vacances, style, etc.) et je rejoins certaines observations établies par les sociologues du monde ouvrier, à l'instar de M. Verret qui souligne que « *les partages politiques ici se font plus en bas qu'en haut, moins sur les idées que sur les actes, sur les actes proches plus que lointains, et autant sur le style de l'action que sur la ligne*<sup>14</sup> ».

Mais, plus qu'une « simple » défense de l'ethnographie politique, je voudrais aussi en profiter pour élargir et enrichir le questionnement sous plusieurs aspects. D'abord en questionnant rapidement des travaux qui tout en empruntant la ligne d'analyse rappelée au début de cette introduction font de l'indifférence et de l'incompétence des classes populaires aux questions politiques des éléments centraux de leur analyse, alors même qu'ils donnent matière à penser sérieusement le contraire. C'est sur ce point précis que les modalités de l'enquête sont cruciales : ne conservant pas traces le plus souvent de ce qui se dit en milieux populaires sur la politique, les *social scientists* que nous sommes sont tentés d'interpréter cette « absence » ou ce « silence » comme du désintérêt ; mais rien n'est moins sûr comme j'essaierai de le montrer. Ceci me conduira à poser un autre problème : s'il est vrai que les travaux de science politique enregistrent des phénomènes massifs de méfiance et de distance,

---

<sup>10</sup> À l'instar des Pinçon Charlot et de quelques autres travaux, nous devrions disposer d'enquêtes sur des moments plus informels de discussions : dîners et cocktails, clubs de sports, échanges chez les commerçants, en réunions de parents d'élèves ou en vacances, etc.

<sup>11</sup> Voir notamment Jean-Yves Dormagen et Céline Braconnier, *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007, 464 p. Et Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote : les électeurs dans leurs contextes*, Cergy-Pontoise, LEJEP, 2010, 208 p.

<sup>12</sup> Anne Norton, *95 Theses on Politics, Culture, and Method*, New Haven, Yale University Press, 2004, 160 p.

<sup>13</sup> Katherine C. Walsh, « Applying Norton's Challenge to the Study of Political Behavior: Focus on Process, the Particular, and the Ordinary », *Perspectives on Politics*, n° 4, 2006, p. 353-359.

<sup>14</sup> Michel Verret, *La culture ouvrière*, Saint-Sébastien-sur-Loire, ACL Éditions, 1988, p. 238.

ils ne nous apprennent du coup pas grand-chose du for intérieur<sup>15</sup> des enquêtés, celui qui par définition nous échappe soit définitivement, soit parce que nous n'employons pas les bonnes méthodes d'enquêtes. Là encore, je tenterai de montrer comment les formes de confiance et de proximité que procure l'ethnographie donnent partiellement accès à ce for intérieur. On pourrait d'ailleurs imaginer des enquêtes qui fassent « feu de tout bois » en tentant de reconstruire des visions du monde, des rapports au monde social ou politique grâce à des matériaux inédits – ici je pense au portrait particulièrement fin que dresse I. Bruneau d'un militant FN qu'il connaît depuis plusieurs années<sup>16</sup>.

J'en arrive enfin à un troisième ensemble de problèmes : je crains en effet que la position trop unilatéralement légitimiste nous expose à une confusion redoutable et un aveuglement qui ne l'est pas moins. Confusion tout d'abord entre intérêt, compétences et lucidité politiques : chacun de ces trois termes, bien qu'il entretienne des liens assez évidents avec les deux autres, mérite néanmoins de ne pas y être rabattu. En clair, on peut être très intéressé, relativement compétent et absolument pas lucide (d'autres équations des trois termes sont évidemment possibles). C'est ici que je voudrais me livrer rapidement à un exercice de symétrie généralisée : à quoi attribuer par exemple les difficultés (pour ne pas dire davantage) des enseignants-chercheurs notamment dans les sciences sociales à se mobiliser et peser politiquement ? Du désintérêt, de l'incompétence ou de l'absence de lucidité ? Il serait sans doute éclairant de projeter sur nos propres milieux les catégories d'analyse que nous mobilisons pour les autres et voir leur rendement explicatif : il y a fort à parier, et j'en donnerai quelques exemples<sup>17</sup>, qu'on découvrirait alors notre propension à nous considérer comme lucides parce que compétents et plus encore notre infinie difficulté à imaginer une politisation autre que critique et contestataire face à l'ordre social – ce qui conduit à considérer toutes les autres comme irrémédiablement entachées d'incompétence et de conformisme. On verrait alors que notre prétendue compétence politique laisse plus souvent à désirer qu'on ne le croit, sans parler de notre lucidité politique qui a suffisamment été prise en défaut pour qu'on puisse en faire une qualité indubitable.

---

<sup>15</sup> Le for intérieur est une expression visant à désigner ce qui se trame dans l'esprit même des acteurs sociaux, par définition rarement accessible, même si parfois il existe des entretiens approfondis qui semblent y donner accès, ou encore des documents comme les journaux intimes, voire certaines correspondances. Pour de plus amples discussions, voir dans la collection du CURAPP, *Le for intérieur*, Paris, PUF, 1995, 415 p.

<sup>16</sup> Ivan Bruneau, « Un mode d'engagement singulier au FN. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, n° 57, 2002, p. 183-211.

<sup>17</sup> Cf. *infra* mes remarques sur une journaliste du *Monde* et sa collection de lieux communs.

## Des (bonnes) surprises de l'ethnographie politique

En 2004, cela fait un peu plus d'un an que je suis devenu pompier. Je suis encore en termes indigènes un Pioupiou, c'est-à-dire un jeune sapeur peu aguerri mais je commence à me faire (re)connaître. J'ai eu des difficultés à me présenter : « sociologue » ne dit pas grand-chose, « étudiant en sociologie » sonne bizarre, « doctorant » reste obscur ou alors fait très prétentieux... finalement j'ai opté pour « prof... de socio », histoire de signifier que j'ai *aussi* une utilité sociale en dehors de la caserne et je sais que ce métier, sans être populaire, est identifiable par tout le monde. En général, il y a peu de réactions sur cette question et nous parlons plus souvent de sujets « pompier » avec mes collègues ; je suis donc d'autant plus surpris lorsqu'un « Sarce » (un ancien, largement apprécié dans la caserne, connu pour son humour et son français approximatif au point que certains lui ont consacré un dictionnaire interne pour conserver la trace de ses expressions et de ses jeux de mots involontaires) me prend gentiment à partie un soir de garde, lorsque nous sommes en train de compléter le matériel manquant dans le VSAV<sup>18</sup>.

LAURENT : Alors comme ça t'es prof ?

RP : Euh oui on peut dire ça comme ça...

Laurent (avec un sourire en coin) : T'as l'air de pas trop te la ramener, tu sais qu'ici c'est pas vraiment des gens comme vous qui font la loi... Tu sais, d'habitude j'aime pas trop les profs ! J'en garde pas un très bon souvenir !

RP : Ah ben je suis désolé, je crains bien que tu sois pas le seul... Après c'est pas un taf super facile non plus.

LAURENT : Ouais, je veux bien, mais quand même moi j'ai passé tout mon collègue à crier « help, help ! » dans mon coin, comme un gars qui se noie tu vois, ben y a personne qui est venu me voir... j'étais pas un bon élève hein c'est sûr, j'étais un peu chiant (comme on dit maintenant du genre hyperactif c'est ça ?) mais j'étais un gentil dans le fond... ben ça n'a pas l'air de vous intéresser beaucoup ! Faut quoi pour que vous fassiez gaffe à des gars comme moi ? Qu'on foute le feu aux bagnoles du quartier ? Qu'on fasse du rap méchant sur la France et ses colonies ou des trucs comme ça ? Je fais pas tout ça mais j'aurais peut-être mérité un peu plus d'attention tu crois pas ? Les gauchos de l'éducation nationale – excuse mais c'est vrai quand même – ils en ont que pour les « pauvres petits immigrés qui ont rien fait et tout » mais les mecs comme moi, ça les intéresse pas ! T'as vu mon nom, je suis pourtant pas Français depuis des lustres...

Notre discussion, comme beaucoup d'autres du même genre, dévie rapidement sur autre chose mais j'aurai souvent des interpellations de ce type. À quel genre de classes populaires faut-il appartenir

---

<sup>18</sup> Véhicule de Secours aux Asphyxiés et aux Victimes, appelé « ambulance » par le profane.

pour susciter la bienveillance d'enseignants toujours considérés comme unanimement de gauche voire gauchistes (des appellations souvent interchangeable dans la bouche de mes collègues pompiers) ? Ce type d'analyses qui mêle le ressentiment lié aux difficultés scolaires, la « trop grande compassion » pour les enfants d'immigrés ou les « ouech, ouech, les racailles » en un mot les « jeunes de cités » issus de l'immigration (notamment maghrébine et africaine) et le « gauchisme viscéral » d'un corps enseignant toujours soupçonné de faire dans les « bons sentiments » et dans le laxisme m'est apparu finalement un schéma fréquemment réactivé et en un sens pas forcément absurde. Comme on le voit, le décryptage politique est ici immédiatement mis en relation avec le souvenir cuisant des violences de l'institution scolaire<sup>19</sup>.

Dans le même ordre d'idées, une autre scène peut ici être évoquée. Je me retrouve plusieurs années après cette scène dans la même caserne avec un autre pompier, Jérôme. Nous nous connaissons très bien et avons beaucoup sympathisé. C'est la pause du matin après les vérifications d'usage. Je vois bien qu'il a quelque chose sur le cœur sans vouloir en parler vraiment directement – ce n'est donc pas en lien avec le travail pompier – et nous en arrivons à discuter de la scolarité de ses enfants, en difficulté. Plusieurs fois la question de la population et de la sectorisation scolaire de l'école publique de son quartier a fait l'objet de critiques lourdes de sa part. Sans vouloir à tout prix les mettre dans le privé, cette option semble de plus en plus incontournable à ses yeux parce qu'ils sont trop exposés à des formes d'agressions, verbales et parfois physiques, de la part de « camarades » qui vivent tous plus ou moins dans la même cité alors que la famille de Jérôme n'y habite pas. Jérôme est passé par tous les sentiments : du presque désespoir – « je ne supporte plus de l'envoyer à l'école le matin, il n'arrête pas de pleurer, il s'accroche aux portes, franchement c'est trop dur là, j'en peux plus ! Je peux plus supporter ça, ça me donne envie de chialer » – à la colère noire – « l'institutrice elle me convoque et elle me fait la morale, genre votre fils est trop excité, il tient pas en place, il se bagarre tout le temps... à croire que y a que lui qui fout le bordel ! Je lui ai dit "vous avez vu ce qu'il subit ? Des fois il fait des bêtises mais il se défend aussi et ça lui retombe encore dessus ! Vous convoquez les autres parents pour leur dire tout ça ?" » – Mais un jour donc, Jérôme est particulièrement énervé, enchaînant cigarettes sur cigarettes avec son café. Je tente d'en savoir un peu plus :

RP : Ça va ? T'as l'air bien véner... qu'est-ce qu'il se passe ?

JEROME : Il se passe que l'institutrice elle me casse les c... voilà ! Je suis allé chercher mon fils genre après un coup de fil parce que soi-disant c'est la grosse baston et tout ; j'arrive et là elle m'avait pas vu et tu sais ce qu'elle lui disait ? « J'en ai ras-le-bol de ton comportement, c'est toujours le bazar... tu es

---

<sup>19</sup> Gérard Mauger a longuement commenté ce point dans la séance de Lire Les Sciences Sociales du 23/09/2016 et les multiples effets de l'échec scolaire en termes d'estime de soi, de ressentiment, stigmatisme ainsi que leurs conséquences politiques <https://lss.hypotheses.org/>.



insupportable ! Et va pas t'imaginer que ça va s'arranger, les gamins comme toi ça n'arrive à rien dans la vie ! T'es pas prêt de faire quelque chose de toi ! ». J'étais juste derrière, je l'ai bien entendue ! Tu te rends compte ? ! On peut pas dire un truc comme ça à un même... c'est dégueulasse. Je lui ai dit : « Ça va pas de lui parler comme ça ? C'est ça votre boulot ? Lui dire que c'est un futur chômeur et qu'il l'a bien mérité ? J'hallucine là ! Vous vous prenez pour qui ? ». J'ai pris mon gosse et on s'est barré direct ! Ça je lui pardonnerai jamais, à cette instit' ! Ok j'ai pas beaucoup bossé à l'école, on est pas des dingues de diplômes... mais on mérite pas d'être traité comme ça... ce mépris-là ! Et elle dit ça à un gamin en plus, qu'elle casse sans se poser de questions, comme si on n'avait pas assez de galères dans notre vie comme ça... désolé pour toi, mec, mais les profs je peux plus les blairer...

Si l'on considère, comme c'est mon cas<sup>20</sup>, que les rapports au politique s'enracinent dans un ensemble de représentations, valeurs, visions du monde, sentiments et affects qui dépendent pour une part essentielle de ce que les gens vivent au quotidien, on comprendra que c'est lors de ces multiples discussions informelles, débats, interpellations et confrontations que l'on commence à se faire une idée des modalités très incarnées, très concrètes des rapports ordinaires au politique<sup>21</sup>. Rapports ordinaires ne veut pas dire nécessairement « des gens ordinaires » car j'ai eu accès à une fraction des classes populaires seulement, sur un temps long certes, mais je ne doute pas qu'on pourrait appliquer la même méthode d'enquête sur tous les univers sociaux. Je pourrais multiplier les exemples de ce type en revenant sur les quinze ans passés en caserne à discuter de tous les sujets possibles qui ont eu pour conclusion provisoire des jugements politiques ; même une réparation de brancard avec les moyens du bord a fini par un débat sur la crise budgétaire du service, l'austérité consécutive mais aussi des plaintes contre les privilèges des officiers – apparemment – jamais touchés par ces difficultés. La discussion s'est achevée par ses mots : « *De toute façon, c'est toujours la même chose ici ou ailleurs... y en qui s'en sortent comme des princes alors que les autres crèvent la gueule ouverte ! La crise c'est toujours pour les mêmes ! Et y a pas un politique qui a changé ça ! Tu vas pas me dire que tes copains sociaux font mieux que les autres !* »

Ces années d'enquête m'ont donc conduit à être pour le moins prudent avec un certain nombre de « réflexes » intellectualo-centrés privilégiant une grille d'analyses des rapports ordinaires aux politiques en termes de désintérêt et d'incompétence. Je note surtout la rareté (voire l'absence) des

---

<sup>20</sup> Je développe ce point dans Romain Pudal, *Retours de flammes*, Paris, La Découverte, 2016, 280 p.

<sup>21</sup> Cet encastrement socio-professionnel des préférences politiques est aussi un axe de recherche important au sein du CURAPP-ESS.

matériaux empiriques permettant de les interroger<sup>22</sup>, mais même lorsqu'ils existent, leur lecture spontanée consiste à en minimiser la portée en quelque sorte. Pour prendre deux brefs exemples, les ouvrages de N. Mariot *Tous unis dans la tranchée ?* et d'A. Loez *Les refus de la guerre*<sup>23</sup> – tous deux extrêmement riches et convaincants – n'en comportent pas moins un certain nombre de passages sur cette question qui me laissent quelque peu perplexe<sup>24</sup>. Par exemple, en mai 1917, se tient ainsi une Conférence à Stockholm tentant une sortie du conflit ou en tout cas réunissant un certain nombre de pacifistes. Cet événement, après celui de la révolution de 1917 en Russie, a suscité espoirs et discussions dans les tranchées. Il servira même d'argument aux « mutins » comme le montre A. Loez : « Ainsi le 30 mai, le soldat Barjolle du 274<sup>e</sup> RI répond à son capitaine lui demandant où il se rend à la tête d'un groupe de 55 mutins : "Je vais à Stockholm". Ou encore le 5 juin, au bivouac du 21<sup>e</sup> RI, deux soldats harangent leurs camarades en ces termes : "Pas de passeport pour Stockholm, pas de passeport pour les tranchées !"»<sup>25</sup>. A. Loez y voit les indices d'une politisation des mutins, tout en notant que c'est un élément perçu de manière « vague » et « diffuse », que ces événements lointains sont le plus souvent mal « connus » et mal « compris ». Je ne conteste pas ces analyses, mais je me demande comment il aurait pu en être différemment. On parle en effet de soldats, en situation de guerre, assommés par la propagande, soumis à une hiérarchie militaire inflexible, ayant peu de diplômes (en 1914-18, nous sommes évidemment loin de la généralisation de l'enseignement secondaire supérieur) qui néanmoins s'informent des possibilités de paix, des expériences politiques révolutionnaires et les intègrent à leurs revendications pour contester le pouvoir militaire et la boucherie de la guerre. Pour ma part, j'y trouverais des éléments forts de cette politisation des classes populaires dont on diagnostique souvent le désintérêt, l'apathie ou la résignation. Dans le même ordre d'idées, N. Mariot s'intéresse aux remarques de J. Pottecher, un scientifique de 14 qui observe ses camarades de tranchée, ruraux pour la plupart, dont il vante régulièrement les connaissances botaniques. Mais voilà qu'un jour il les entend « discutant politique comme il n'avait jamais su le voir jusque-là ». J. Pottecher témoigne ainsi : « Pour moi, je détermine les fleurs, grâce à l'excellent Bonnier, jamais en défaut. Tous les « bonshommes » d'ailleurs m'apportent les espèces qu'ils connaissent ou pas ou, au contraire, qui sont nombreuses dans leur pays. Je suis étonné par l'esprit d'observation et la mémoire de certains cultivateurs. Mais le grand événement, c'est l'enthousiasme et les espoirs que

---

<sup>22</sup> À ce sujet, voir les analyses de Carlo Ginzburg, *Le fromage et les vers*, Aubier, Flammarion, 2014, 302 p. avec la préface de P. Boucheron. Voir aussi l'article d'Eric Hobsbawm, « Per lo studio delle classi subalterne », *Società* XVI, 1960, p. 436-449.

<sup>23</sup> Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ?*, Paris, Seuil, 2013, 496 p. ; André Loez, *14-18 : Les refus de la guerre*, Paris, Gallimard, 2010, 680 p.

<sup>24</sup> Ou pour être plus exact, il me semble qu'avec les mêmes matériaux j'aurais peut-être tiré des interprétations différentes, mais ce point mérite discussions.

<sup>25</sup> Tous ces événements sont commentés et analysés finement p. 154 et suivantes.

*suscitent partout la motion du parti socialiste et les mouvements grévistes. On ne parle que de paix et de révolution*<sup>26</sup> ».

J. Pottecher n'en dit malheureusement pas plus et ne consigne pas ces discussions. Néanmoins, elles attestent – une fois encore – de cet intérêt aigu pour des questions politiques, du moment qu'on a appris à le voir – comme ce n'était pas son cas jusque-là ainsi qu'il le dit très honnêtement – et qu'on n'adopte pas une acception spécialisée et restrictive du terme « politique ». C'est à ces deux conditions, qui obligent à se déprendre de ses réflexes de *social scientist*, que l'on peut comprendre comment se construit, se nourrit, se discute l'intérêt pour la politique – notamment dans les classes populaires. Et c'est pour ces raisons que l'ethnographie est une méthode indispensable, comme l'écrit par exemple fort justement Amin Allal à propos des révolutions tunisiennes<sup>27</sup> :

Qui ne dit mot ne consent pas nécessairement. L'analyse politologique dans le sillage des travaux de J. J. Linz, surtout en situation autoritaire, a trop vite fait d'interpréter le peu d'écho des voix dissonantes dans l'arène publique institutionnalisée (presse, organisations politiques, syndicales et associatives...) comme un consentement ou un défaut d'opinions, voire d'expressions politiques de la "majorité silencieuse". Alors que de multiples discours et pratiques se sont exprimés et ont parfois amorcé des dynamiques de dénonciation, les scènes publiques tunisiennes ont souvent été appréhendées sous les registres de l'apathie politique et de la dépolitisation, perçues comme conséquence du verrouillage sécuritaire de l'espace public. Dans le contexte tunisien, la dissimulation des préférences (*preference falsification*) dont parle Timur Kuran paraît relative dès lors que l'on prête attention aux « petites » manifestations publiques du mécontentement. Dans bien des lieux publics, des critiques et dénonciations s'expriment sans que celles-ci ne fassent risquer à l'énonciateur la répression. Cela tient au fait que les gens savent, même en situation autoritaire, que d'autres pensent comme eux, même lorsque ces derniers ne l'expriment pas de la même façon. Penser en termes de préférences privées, les « vraies » chez Kuran, empêche donc d'analyser l'évolution constante des représentations critiques qui s'éprouvent à la fois dans des lieux « publics » et « privés », et qui participent des redéfinitions par les acteurs des voies possibles d'action<sup>28</sup>.

---

<sup>26</sup> J. Pottecher, 30 mai 1917, p. 110 cité dans Nicolas Mariot, *op. cit.* p. 255.

<sup>27</sup> Ceci vaut aussi pour d'autres processus révolutionnaires : je renvoie ici aux travaux sur la Révolution française, ou encore sur la chute des républiques socialistes en 1989, apparemment imprévisible voire incompréhensible et qui a finalement bien eu lieu.

<sup>28</sup> Amin Allal, « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », *Revue Française de Science Politique*, vol. 62, n° 5-6, 2012, p. 828.

## Matière à discussions...

Je souhaiterais m'appuyer sur ces quelques éléments pour ouvrir le questionnement dans trois directions : d'abord sur l'adjectif « ordinaire » dans l'expression « rapports ordinaires » au politique ; ensuite sur l'intérêt trop exclusif de nos travaux pour la politisation liée à des organisations de gauche ; enfin sur la lucidité politique censée être l'apanage des acteurs compétents en matière politique. D'abord donc, les rapports ordinaires au politique sont-ils seulement ceux des gens ordinaires<sup>29</sup> ? Ici, je voudrais esquisser un exercice de symétrie rapide. Lors des débats, conflits et (difficiles) mobilisations contre la loi Fioraso en 2013, beaucoup de collègues universitaires n'ont cessé de découvrir ce qu'il y avait dans la loi au fur et à mesure, de loin, sans y prêter attention. Pour avoir essayé, avec d'autres, d'informer et de mobiliser, j'ai été confronté à des formes de lassitude et de désintérêt, souvent aussi de retrait sur des lieux et des enjeux bien éloignés de ce que cette loi était en train d'entériner dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche. J'ai aussi participé à une journée d'études et de mobilisations de l'ANCMSP<sup>30</sup> sur la question de l'utilité des sciences sociales<sup>31</sup> lors de laquelle la journaliste du *Monde* en charge des questions de l'enseignement supérieur, nous a tenu un discours alignant les poncifs et les contre-vérités sur fond de moralisme bien-pensant :

« D'abord, je dois vous dire que je me suis intéressée à l'enseignement supérieur depuis que mes enfants ont grandi, avant je regardais plus le secondaire, là je me dis que ça peut être utile pour choisir la bonne filière et avoir des tuyaux ».

Puis sur la question de la Journée elle-même :

« Je ne comprends pas que vous n'acceptiez pas d'être davantage évalués – par l'AERES ou autres – c'est vrai que les enseignants-chercheurs sont un peu dans leur tour d'ivoire, loin du monde et coupé des réalités. C'est aussi le rôle des politiques que d'être vigilants et d'y mettre bon ordre. On ne peut pas, toute sa carrière, faire ce qui nous plaît, comme ça, avec l'argent public il faut le rappeler quand même, sans des contreparties ».

S'ensuivit une litanie de lieux communs de cet acabit sur l'enseignement supérieur, les chercheurs et l'obligation qu'ils ont « de rendre des comptes... comme tout le monde ! ». Dira-t-on que cette

---

<sup>29</sup> Julian Mishi a clairement posé cette question, dans ses travaux comme dans son intervention lors du Congrès de l'AFS de 2013 <https://webtv.univ-nantes.fr/fiche/3623/le-consentement-des-classes-populaires-a-la-dominance-politique-une-evidence-sociologique>.

<sup>30</sup> Association Nationale des Candidats aux Métiers de la Science Politique : <http://ancmsp.com>.

<sup>31</sup> Voir l'ensemble de la journée et les interventions en podcast : <http://ancmsp.com/sciences-sociales-et-1215>.

ignorance du métier et des enjeux politiques qui touchent l'enseignement supérieur et la recherche sont le fait de gens peu cultivés, peu formés, incompetents ? Il s'agit ici d'une journaliste du *Monde*, il s'agit pour nos collègues de gens ayant (au moins) un doctorat dont certains étaient prêts « à monter au créneau ! », comme un collègue me l'a dit... une fois que la loi avait été adoptée, malheureusement. Lorsque nous échangeons sur ce que nous entendons dans les salles des professeurs, les couloirs de nos universités ou de nos centres de recherche, dans nos mails aussi, nous prenons régulièrement conscience de ces formes de mises à distance, d'incompréhensions, de vagues connaissances des enjeux, de scepticisme ou encore des lieux communs véhiculés *ad nauseam* – comme le fameux « le niveau baisse » qui fait toujours recette. Traitons-nous ces propos, ces attitudes, avec le même arsenal analytique que celui que nous utilisons souvent pour décrire le rapport des classes populaires à la politique ? Je ne le crois pas, mais nous en apprendrions sans doute beaucoup sur les rapports ordinaires à la politique en consignnant ces discussions et ces discours qui véhiculent autant de sens commun voire de contre-vérités que nous pouvons en trouver dans les propos de gens nettement moins dotés scolairement, socialement, culturellement. Certains travaux de sociologie et de science politique s'intéressent de plus en plus aux rapports ordinaires à la politique dans des milieux aisés et dotés ; on trouve chez les Pinçon-Charlot des éléments sur ce point – notamment dans *Le président des riches*<sup>32</sup> – ou encore dans les enquêtes SPEL<sup>33</sup> auxquelles sont associés des travaux de Kevin Geay, Maïa Drouard ou Samuel Bouron pour ne citer que quelques noms parmi celles et ceux qui travaillent sur les beaux quartiers<sup>34</sup>. On peut en effet sans trop de risques faire l'hypothèse que ceux qui maîtrisent le mieux des exercices de type scolaire – comme la passation d'entretiens ou les réponses à divers types de questionnaires – sont aussi habiles si ce n'est dans la dissimulation de leurs « véritables » motivations ou opinions politiques, du moins dans la façon de présenter celles-ci sous un jour « acceptable », c'est-à-dire non polémique et non stigmatisant pour eux-mêmes<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le président des riches*, Paris, La Découverte, 2010, 222 p.

<sup>33</sup> Sociologie Politique des Élections <https://blogs.mediapart.fr/edition/sociologie-politique-des-elections>.

<sup>34</sup> Lorenzo Barrault-Stella, Clémentine Berjaud et Kevin Geay, « Distances à la politique : des banlieues populaires aux beaux quartiers : Inégalités sociales et formes de désintérêt pour la politique », *Savoir/Agir*, n° 36, 2016, p. 83-98. Voir aussi Samuel Bouron et Maïa Drouard (dir.), *Les beaux quartiers de l'extrême droite*, Agone, n° 54, 2014, 208 p.

<sup>35</sup> Il est maintenant bien connu que les opinions favorables au FN – parti longtemps sulfureux avant d'avoir conquis paraît-il sa respectabilité – ont longtemps été largement sous-estimées du fait de leur invisibilisation dans les enquêtes.

La seconde voie de questionnements que je voudrais esquisser a trait à un autre « impensé » ou du moins implicite de nombre de travaux que j'ai pu lire sur la politisation des classes populaires. D'abord, il semble que toute politisation digne de ce nom ne puisse se faire qu'à gauche<sup>36</sup> parce que toute forme de politisation de droite est « spontanément » considérée comme une acceptation de l'ordre social, donc une forme de résignation et finalement de conformisme. C'est évidemment discutable du point de vue de l'enquête sociologique stricte quand elle se refuse aux jugements de valeurs politiques : l'adhésion à des valeurs traditionnelles identifiées largement à la droite de l'échiquier politique vaut en soi, et pas seulement comme signe de renoncement, fatalisme ou apathie. La plupart des pompiers que j'ai côtoyés y adhèrent avec un ensemble de discours et de pratiques qui les mettent en œuvre. Leur métier, mélange de main gauche et de main droite de l'État, largement associé aux métiers de sécurité et d'ordre les conduit souvent à adopter ce positionnement sans pour autant faire du prosélytisme. On pourrait ainsi résumer le métier de pompier en disant qu'il est dans le fond assez logique d'accepter la hiérarchie quand on exerce un métier où les grades sont visibles ; de valoriser l'ordre et l'organisation quand ces aspects sont vitaux pour mener à bien ses missions professionnelles ; de prôner des savoir-être d'honnêteté, d'honneur et de discipline quand on affirme être prêt à des sacrifices considérables pour ses collègues ou les victimes ; ou encore de mettre la vie de famille au centre de ses priorités quand on craint pour sa vie ou qu'on recherche des formes de stabilité en dehors d'une activité professionnelle déstabilisante, dangereuse et éprouvante. Or, ce sont autant d'éléments (hiérarchie, ordre, organisation, discipline, vie de famille...) qui trouvent davantage d'échos à droite qu'à gauche – en tout cas dans une représentation assez répandue de la gauche. Encore une fois, qu'ils aient tort ou raison n'est pas la question sociologique : il y a une logique à être sur ces positions et c'est celle-là que j'ai essayé de décrire et de cerner.

Mais si l'on doit se garder de sous-estimer cette politisation traditionnelle de droite, il ne faudrait pas non plus la réifier trop unilatéralement comme nombre de discussions avec des collègues (se présentant « avec évidence » comme des gens de gauche) m'ont donné à le penser lorsque j'ai présenté mon travail sur les pompiers. Certes ce sont des hommes, non issus de l'immigration récente, majoritairement hétérosexuels, votant à droite pour un grand nombre d'entre eux et exerçant un métier en uniforme : tout ceci est vrai. Mais il est aussi vrai que leur travail consiste à porter secours aux plus démunis, leur éthique à mettre en avant le groupe plutôt que l'individu (notamment la réussite individuelle), ou encore à valoriser le dévouement et condamner les jugements de valeurs (notamment proférés au nom de quelque religion que ce soit). Ces positions – dessinant un ensemble d'éléments fréquemment considérés comme des valeurs de gauche – sont

---

<sup>36</sup> Même si je partage un certain nombre de ses analyses, je renvoie par exemple sur ce point à Franck Poupeau, *Les mésaventures de la critique*, Paris, Raisons d'agir, 2012, 165 p.

tout aussi présentes et se combinent différemment en chacun pour dresser un portrait moins univoque des sapeurs-pompiers. On touche ici au second problème de notre question centrale – comment la politique vient aux pompiers ? – qui est la tendance à unifier, uniformiser et stabiliser dans le temps des opinions politiques dont le caractère labile (sans doute sur une sorte de basse continue la plupart du temps) doit être analysé finement. C'est aussi parce qu'il y a cette dimension plurielle, processuelle, bigarrée si je puis dire, que des offres politiques différentes peuvent trouver un écho dans ce monde-là comme dans d'autres.

Enfin, et c'est le dernier point que j'aborderai rapidement, il y a trop souvent, me semble-t-il, une tendance à poser une équation qui met en équivalence des termes qui mériteraient d'être soigneusement distingués. Cette équation est la suivante : intérêt pour la politique (de préférence à gauche) = compétence politique = lucidité politique. Je me suis mis à en douter sérieusement lors d'un footing matinal avec les gars de la caserne justement.

Comme à toutes les gardes, nous faisons notre sport collectif ce matin-là. Il est partout question dans les médias des deux ans de F. Hollande au pouvoir et cet « anniversaire » donne lieu à nombre de bilans et analyses rétrospectives. Pendant le footing, José, sans doute l'un des pompiers les plus rigoureux et sérieux que je connaisse, menant une vie très rangée et traditionnelle, me désigne en rigolant à l'attention du groupe comme le « gauchiste de service » et m'interpelle à peu près en ces termes :

« Alors, après deux ans de Hollande tu en penses quoi ? T'as bien voté pour lui, toi ? ! Un peu comme tous les profs non ? Alors maintenant, M'sieur le professeur, t'as l'impression qu'ils font la politique que tu voulais ? ! En voyant ce qu'ils font, tu as enfin compris qu'il y a AUSSI des gens bêtes à gauche ! ! » Ce petit discours débité sur le ton amical de la plaisanterie provoque en tout cas l'hilarité générale et je reconnais qu'il a raison et qu'on est bien loin du discours sur « mon ennemi c'est la finance ! ». José conclut triomphalement : « La finance, les patrons, le MEDEF on va leur faire ci, leur faire ça et au final quoi ? Rien de tout ça ! T'as pas l'impression que vous vous êtes fait avoir comme des bleus non ? ! Ce serait bien de vous en souvenir avant de faire des leçons à tout le monde... »

Ces moments de remise en question de ma lucidité politique en lien plus ou moins explicite avec mon niveau scolaire et les « prétentions intellectuelles » attachées à mon métier, me conduisirent en tout cas à penser qu'il faudrait analyser plus systématiquement les cécités et les errances des gens dits « compétents » et s'interroger sur les modalités et les conditions de possibilité de la lucidité politique pour des gens considérés comme incompetents, conformistes ou distants. En un mot, combien d'articles et de livres sur les intellectuels engagés et combien peu sur leurs soumissions, conformismes

de tous ordres ou compromis avec les pouvoirs en place par exemple ?<sup>37</sup> Il y aurait là encore matière à enquêtes et travaux.

## Conclusion

Je conclurai en deux temps sous forme d'ouverture et d'invitation à la discussion plus que de clôture du propos. Tout d'abord, l'apport de l'ethnographie politique sur la question de la politisation me semble principalement de permettre d'entendre et de voir ce qui est le plus souvent tu, inaudible ou caché. Comme pour les questions culturelles, les questions politiques sont de celles pour lesquelles l'étiquetage – savant – de ce qui en relève ou de ce qui n'en relève pas me semble bien souvent un obstacle à l'appréhension des rapports ordinaires (tous milieux sociaux confondus) à la politique. Comme l'écrit par exemple L. Levine dans son ouvrage sur « Culture d'en haut, culture d'en bas » : « L'une des thèses centrales de cet ouvrage est que, les catégories primaires de la culture étant le produit d'idéologies qui ont sans cesse été sujettes à modifications et à transformations, les périmètres de nos divisions culturelles ont été bien plus perméables et variables que fixes et immuables<sup>38</sup> ». *Mutatis mutandis*, on peut faire le même genre de remarques sur les rapports disons profanes plutôt qu'ordinaires à la politique : les exemples précédemment cités des travaux sur la première guerre mondiale et les discussions entre Poilus, ou encore ceux de M. Pialoux (sans puis avec S. Beaud) à Peugeot – notamment son article à mon avis crucial sur l'alcool et la politique à l'usine<sup>39</sup> – les multiples remarques de Bourdieu au sujet des formes de politisation et des techniques d'enquête pour s'en saisir, nombreuses sont les analyses qui permettent de s'emparer de cette question sans la recouvrir trop rapidement des termes d'incompétence, d'évitement ou de désintérêt. Que les éléments empiriques manquent encore pour documenter cet aspect essentiel des rapports à la politique cela ne fait pas de doute. Mais le silence des intellectuels sur ce sujet ou plutôt le silence des enquêtés face aux intellectuels ne doit pas nous conduire à des conclusions trop hâtives car, comme dit Marcel Durand, « un OS ça pense ! Oui Monsieur ! » et ça discute beaucoup aussi comme on le voit

---

<sup>37</sup> L'intense controverse sur Heidegger suffirait à donner un aperçu de ce à quoi je pense. Voir sur ce point Michel Baudouin, « L'acharnement apologétique : Arendt au secours de Heidegger », *Biens Symboliques / Symbolic Goods* [En ligne], 1 | 2017, mis en ligne le 15 octobre 2017, URL : <http://journals.openedition.org/bssg/151>.

<sup>38</sup> Lawrence W. Levine, *Culture d'en haut, culture d'en bas. L'émergence des hiérarchies culturelles aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2010, p. 22.

<sup>39</sup> Michel Pialoux, « Alcool et politique dans l'atelier. Une usine de carrosserie dans la décennie 1980 », *Genèses*, n° 7, 1992, p. 94-128.



dans son ouvrage *Grain de sable sous le capot*<sup>40</sup>. Mais même le silence apparemment conformiste et résigné ne saurait s'interpréter facilement car « qui ne dit mot ne consent pas forcément » comme le démontre très finement Amin Allal... Penser en termes de remise de soi (à un parti, une organisation, une institution...) et de *fides implicita* n'est pas l'*ultima ratio* mais plutôt le commencement de l'analyse. Or, c'est précisément ce que Bourdieu développe dans ce qui s'apparente à un véritable programme de travail dont j'ai tenté d'éclairer certains fragments à partir de l'enquête en milieu pompier :

« Ce n'est pas sur le terrain de la culture, toutefois, qu'il faut chercher une distance ou une prise de distance, sauf toute négative, par défaut, à l'égard de la classe dominante et de ses valeurs : il y a, bien sûr, tout ce qui est de l'ordre de l'art de vivre, une sagesse acquise à l'épreuve de la nécessité, de la souffrance, de l'humiliation, et déposée dans un langage hérité, dense jusque dans ses stéréotypes, un sens de la réjouissance et de la fête, de l'expression de soi et de la solidarité pratique avec les autres (évoqué par l'adjectif bon vivant où les classes populaires se reconnaissent), bref tout ce qui engendre l'hédonisme réaliste (et non résigné) et le matérialisme sceptique (mais non cynique) qui constituent à la fois une forme d'adaptation aux conditions d'existence et une défense contre ces conditions, il y a l'efficacité et la vivacité d'un parler qui, libéré des censures et des contraintes pesant sur les parlers quasi-écrits, donc autonomes par rapport au contexte pratique, trouve dans la référence commune à des situations, des expériences et des traditions partagées, le principe de ses ellipses, de ses raccourcis, de ses métaphores ; il y a aussi tout ce qui ressort à la politique, à la tradition des luttes syndicales, où pourrait résider le seul principe véritable d'une contre-culture mais où les effets de la domination culturelle ne cessent pas, on le verra, de s'exercer<sup>41</sup> ».

L'autre point d'achoppement qu'il nous faut collectivement aborder est donc celui de cette équivalence posée entre trois termes de l'analyse des questions politiques : intérêt = compétence = lucidité ou clairvoyance politique. Là encore, c'est sans doute en multipliant les enquêtes qui ne célèbrent pas itérativement les Dreyfusards de la première heure et les intellectuels Résistants, c'est en mettant à distance les panégyriques redondants de la pensée (souvent auto-proclamée) critique qu'on peut se donner une chance de comprendre les conditions de possibilité de la lucidité politique qui ne passent pas, ou pas nécessairement, par les compétences et les connaissances que nous

---

<sup>40</sup> Marcel Durand, *Grain de sable sous le capot. Résistances et contre culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003)*, Marseille, Agone, 2006, 428 p. Voir notamment la préface de Michel Pialoux.

<sup>41</sup> Bourdieu Pierre. *La Distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de minuit, 1979, p. 458-459. Voir aussi Gérard Mauger, « Bourdieu et les classes populaires. L'ambivalence des cultures dominées », in Philippe Coulangeon et Julien Duval (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2013, p. 244-254.

chérissons tant. En un sens, ce qu'il faudrait c'est donner plus systématiquement un contenu sociologique à l'affirmation de Gramsci selon laquelle « l'élément populaire "sent", mais ne comprend pas ou ne sait pas toujours ; l'élément intellectuel "sait", mais ne comprend pas ou surtout ne "sent" pas toujours<sup>42</sup> ». C'est sur cette question que je finirai car elle me semble nécessiter des enquêtes sociologiques complémentaires et débouche à mon sens assez rapidement sur un questionnement politique qui n'a sans doute plus sa place ici.

## Références bibliographiques

- Allal Amin, « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », *Revue Française de Science Politique*, vol. 62, n° 5-6, 2012, p. 821-841.
- Ait-Aoudia Myriam, Bennani-Chraïbi Mounia et Contamin Jean-Gabriel. « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, n° 50, 2011, p. 9-20.
- Barrault-Stella Lorenzo, Berjaud Clémentine et Geay Kevin. « Distances à la politique : des banlieues populaires aux beaux quartiers : Inégalités sociales et formes de désintérêt pour la politique », *Savoir/Agir*, n° 36, 2016, p. 83-98.
- Braconnier Céline. Une autre sociologie du vote : les électeurs dans leurs contextes, Cergy-Pontoise, LEJEP, 2010, 208 p.
- Bourdieu Pierre. *La Distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de minuit, 1979, 680 p.
- Bourdieu Pierre. *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 2002, 288 p.
- Bouron Samuel et Drouard Maïa (dir.). *Les beaux quartiers de l'extrême droite*, *Agone*, n° 54, 2014, 208 p.
- Bruneau Ivan. « Un mode d'engagement singulier au FN. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, n° 57, 2002, p. 183-211.
- Champagne Patrick et Christin Olivier. *Pierre Bourdieu, Mouvements d'une pensée*, Paris, Bordas, 2004, 252 p.
- CURAPP, *Le for intérieur*, Paris, PUF, 1995, 415 p.
- Dormagen Jean-Yves et Braconnier Céline. La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire, Paris, Gallimard, 2007, 464 p.
- Durand Marcel, Grain de sable sous le capot. Résistances et contre culture ouvrière : les chaînes de montage de Peugeot (1972-2003), Marseille, Agone, 2006, 428 p.
- Gaxie Daniel. *Le Cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978, 268 p.
- Ginzburg Carlo. *Le fromage et les vers*, Aubier, Flammarion, 2014, 302 p.
- Grignon Claude et Passeron Jean-Claude. *Le savant et le populaire*, Paris, Seuil, 1989, 368 p.
- Hobsbawm Éric, « Per lo studio delle classi subalterne », *Società XVI*, 1960, p. 436-449.

---

<sup>42</sup> Antonio Gramsci, *Cahiers de Prison* 11, § 67.

- Le Gall Laurent, Offerlé Michel et Ploux François (dir.). *La politique sans en avoir l'air, Aspects de la politique informelle, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Rennes, PUR, 2012, 416 p.
- Levine Lawrence W. *Culture d'en haut, culture d'en bas. L'émergence des hiérarchies culturelles aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2010, 336 p.
- Loez André, *14-18 : Les refus de la guerre*, Paris, Gallimard, 2010, 680 p.
- Mariot Nicolas, *Tous unis dans la tranchée ?*, Paris, Seuil, 2013, 496 p.
- Mauger Gérard, « Bourdieu et les classes populaires. L'ambivalence des cultures dominées », in Philippe Coulangeon et Julien Duval (dir.), *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 2013, p. 244-254.
- Norton Anne. *95 Theses on Politics, Culture, and Method*, New Haven, Yale University Press, 2004, 160 p.
- Pialoux Michel. « Alcool et politique dans l'atelier. Une usine de carrosserie dans la décennie 1980 », *Genèses*, n° 7, 1992, p. 94-128.
- Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique. *Le président des riches*, Paris, La Découverte, 2010, 222 p.
- Poupeau Franck. *Les mésaventures de la critique*, Paris, Raisons d'agir, 2012, 165 p.
- Pudal Romain. *Retours de flammes*, Paris, La Découverte, 2016, 280 p.
- Verret Michel, *La culture ouvrière*, Saint-Sébastien-sur-Loire, ACL Éditions, 1988, 300 p.
- Walsh Katherine C. « Applying Norton's Challenge to the Study of Political Behavior: Focus on Process, the Particular, and the Ordinary », *Perspectives on Politics*, n° 4, 2006, p. 353-359.